

# La Grande Muraille verte, un projet de développement durable

## Document 1 – Interaction des processus environnementaux et climatiques.

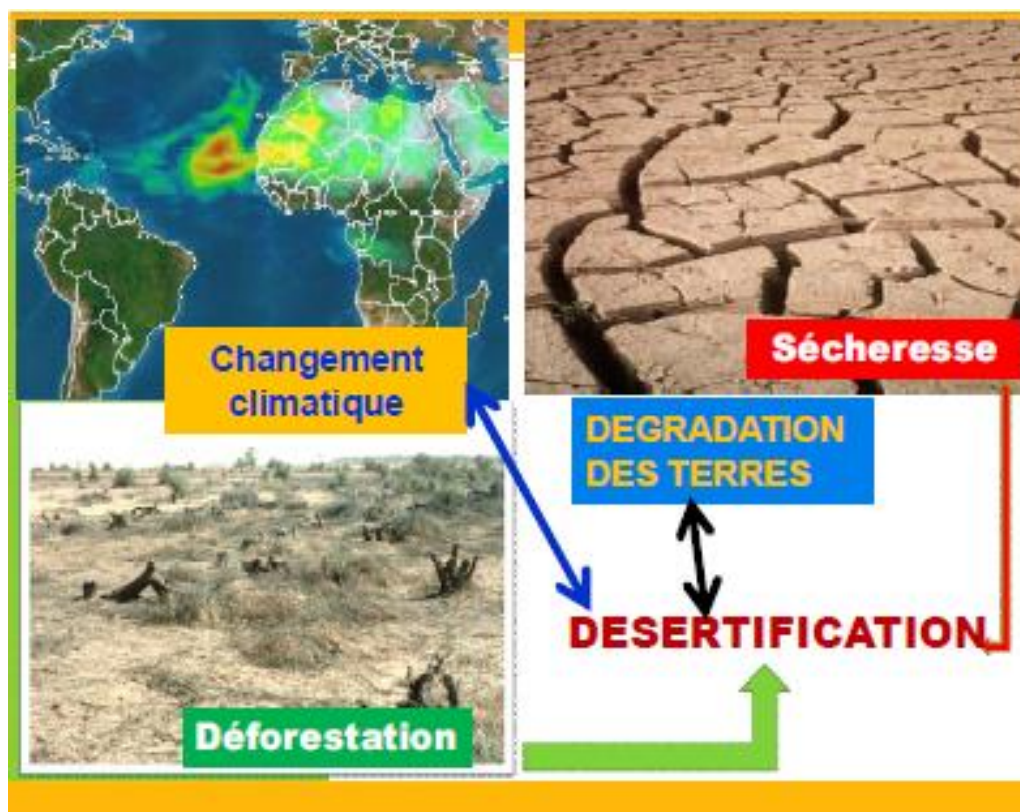


Figure extraite de la brochure officielle de présentation du plan d'action quinquennal 2011-2015 de l' « Initiative africaine – Grande Muraille verte », 30 juillet 2012.

## Document 2 – Une muraille pour verdier le Sahel.

Widou fait partie des premières communautés retenues par le gouvernement sénégalais pour mettre en œuvre le projet de "grande muraille verte", une initiative panafricaine lancée en 2007 par l'Union africaine, et dont l'objectif est d'ériger un couloir arboré de 7 600 km de long, de Dakar à Djibouti, et de 15 km de large pour freiner l'avancée du désert. Onze pays y participent, mais le Sénégal - avec 535 km prévus - est le premier où le projet commence à prendre forme.

Portant beau dans son treillis camouflage, casquette vissée sur la tête, le colonel Matar Cissé, ingénieur des Eaux et forêts, l'admet sans peine : "La "grande muraille verte" est un projet fou." Mais il évacue rapidement l'idée selon laquelle il s'agirait de construire un mur étanche de quinze kilomètres d'épaisseur. "Cela n'aurait pas de sens. Il est plus juste d'imaginer que nous allons densifier le couvert forestier là où cela est possible, aménager des réservations d'eau, créer des réserves naturelles pour la grande faune, qui a aujourd'hui quasiment disparu, tout en tenant compte des grandes routes de parcours des troupeaux."

Pour lui, l'image de la "muraille" vaut parce qu'il est positif de montrer "qu'on choisit de coloniser le désert plutôt que de le subir". (...)

Défi technique, la "grande muraille verte" est aussi et peut-être surtout un défi humain. "Si nous ne parvenons pas à convaincre que ce projet est porteur d'une vie meilleure pour les habitants, nous ne réussissons pas", redoute Aliou Guissé. Avec une trentaine de techniciens, l'Agence de la "grande muraille" n'a pas les moyens d'avoir une forte présence sur le terrain et ce sera bientôt à la population elle-même de veiller à la pérennité de l'ouvrage. Comme de celle de ce jardin maraîcher de 7 hectares créé à la sortie de Widou, où 300 femmes produisent tomates, salades, melons, pommes de terre... Elles ont appris à semer, repiquer, traiter les légumes malades, doser l'engrais, récolter... "L'an dernier, les femmes ont tiré de la partie de la récolte qu'elles ont vendue au marché plus de 1 million de francs CFA (1 500 euros)", se félicite l'ingénieur agronome Momar Mbaye Ba, chargé de cette activité. (...)

Laurence Caramel, *Le Monde*, 17 juin 2011.

## Le projet de "Grande muraille verte"

7 100 kilomètres de verdure du Sénégal à Djibouti pour contrer la désertification



### Document 3 –

#### Document 4 – La "Grande Muraille verte" trace son chemin à travers le Sahel.

*"Il ne s'agit pas simplement de planter des arbres. La Grande Muraille verte est un projet global de développement",* plaide Nora Berrahmouni, chargée du dossier à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), pour justifier ce maigre bilan.

La FAO, qui organisait lundi 24 septembre à Rome une réunion pour dresser un état des lieux du projet panafricain, fait partie avec le Fonds mondial pour l'environnement, la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification et l'Union européenne (UE) des quelques institutions à apporter un soutien financier et un appui technique.

*"Nous soutenons cette initiative car elle s'attaque aux causes profondes [des problèmes de cette région] et peut, à travers des projets transfrontaliers, œuvrer à la prévention des conflits",* a répété à Rome l'envoyé de l'UE.

Les autres bailleurs continuent de douter. Les précédentes expériences menées sur le continent se sont presque toutes soldées par des échecs. *"Nous devons encore donner confiance, admet Almami Dampha, représentant de la Commission de l'Union africaine. Cette image de mur du Sénégal à Djibouti est mal comprise. Nous sommes engagés dans un vaste programme de restauration des terres dégradées où vivent des dizaines de millions de personnes."*

Avec pour échéance 2025. A cette date, les pays du Sahel se sont fixé pour objectif d'avoir inversé la tendance à la dégradation des terres et d'avoir réussi le pari de l'adaptation au changement climatique.

L'argent mobilisé a pour l'instant permis d'élaborer des plans nationaux. Certains, comme le Sénégal et l'Erythrée, l'ont fait sur leurs propres deniers. D'autres, comme le Burkina Faso, le Tchad, l'Ethiopie, la Gambie, le Niger ou Djibouti, se sont appuyés sur des financements internationaux. Cette étape peu visible est jugée essentielle par la FAO qui a veillé à ce que ces stratégies locales soient élaborées à l'intérieur d'un cadre régional commun. (...)

Les scientifiques se sont aussi mis en ordre de marche. L'Institut de recherche pour le développement (IRD) vient d'achever la compilation de tout le savoir agronomique accumulé depuis cinquante ans. *"Il ne s'agit pas d'inventer. Beaucoup d'acquis dorment dans les tiroirs et ils n'ont jamais été utilisés",* rappelle Robin Duponnois, de l'IRD.

Tout ainsi serait prêt sur le papier. Des plans et des projets qui ne demandent qu'à être financés. Les quelques millions d'euros engagés depuis 2007 sont loin d'être à l'échelle des sommes qu'il faudra mobiliser à l'avenir. (...)

Laurence Caramel, *Le Monde*, 29 septembre 2012.

## Document 5 – Grande muraille verte : onze pays africains en lutte contre la désertification.

Ce jeudi 17 juin 2010 c'est la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse. A cette occasion, s'ouvre à NDjamena, au Tchad, un sommet des dirigeants africains concernés par le projet de Grande muraille verte. (...)

Parmi les questions auxquelles doivent répondre les onze pays qui participent à cette initiative, il y a celle de la coordination de leur action et de la synchronisation des différents programmes de lutte contre la sécheresse, nationaux et régionaux. Les explications d'Emmanuel Seck, chargé de la lutte contre la désertification au sein de l'ONG Enda :

*« La plupart des pays concernés par la grande Muraille verte ont déjà signé et ratifié la Convention de lutte contre la désertification. Normalement il y a des programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification... pourquoi n'intégrerait-on pas cette dynamique de Grande muraille verte dans ces cadres nationaux ? Cela ne semble pas être le cas et là il y a un problème de cohérence et d'harmonisation dans les initiatives. Je pense qu'à l'issue de la réunion des chefs d'Etat sur la Grande muraille verte il doit y avoir une*

*intégration de cette dynamique au niveau national, régional et sous-régional... et un plan d'action clair sur comment réaliser la Grande muraille verte. »*

L'idée a été lancée en 2005 et depuis, le projet avance doucement. Au Sénégal par exemple, sur les 540 kilomètres prévus, 100 seulement font l'objet de projets de reboisement. Pour Ali Haïdar, le leader de la Fédération des écologistes du Sénégal, ce projet n'est pas convaincant :

*« Ce qui nous dérange beaucoup dans le projet de la Grande muraille verte, c'est d'abord les projets qui ont précédé.... Des plans soi-disant créés pour moderniser l'agriculture et créer l'abondance... je viens d'effectuer une très grande tournée dans les campagnes : partout ce sont les mêmes plaintes. Les paysans n'ont pas assez de semences ou même pas de semences du tout... pour moi la Muraille verte c'est une utopie, une rêverie pour encore détourner de l'argent. »*

**Radio France Internationale, 17 juin 2010.**

## Document 6 – La « grande muraille verte » d'Afrique.

Avancée en 2005 par M. Olusegun Obasanjo, alors président du Nigeria, l'idée était simple : planter une bande d'arbres de quinze kilomètres de large destinée à empêcher le désert du Sahara de s'étendre plus au sud à mesure que s'intensifie le changement climatique. Du Sénégal, à l'ouest, jusqu'à Djibouti, à l'est, elle devait protéger dix millions de paysans pauvres (et leurs familles) des mêmes problèmes que ceux rencontrés à Koutal.

Plutôt qu'un immense mur d'arbres, M. Garrity propose une interprétation plus métaphorique, mais tout aussi ambitieuse, du projet de grande muraille verte : promouvoir les savoirs locaux et les connaissances scientifiques orientés vers la préservation de l'environnement et le développement durable. Selon lui, la reforestation doit demeurer un axe d'action central, mais elle doit être intégrée dans une vision globale incluant la production vivrière et les écosystèmes, comme à Koutal. Il s'agit non seulement de lutter contre la dégradation des sols, mais également de favoriser les récoltes, les revenus de la terre et la sécurité alimentaire. Une mosaïque d'initiatives pourraient ainsi voir le jour, qu'elles participent ou non à constituer un véritable « mur » parfaitement linéaire sur la carte. (...)

Tous les partisans de la grande muraille verte s'accordent pour en souligner l'importance : reste donc à en identifier précisément les modalités. Ceux qui la financent — gouvernements africains et européens, agences de développement, ONG — et les populations locales, au nom desquelles elle est promue, sauront-ils s'accorder sur une vision commune ?

C'était l'un des enjeux de la conférence ministérielle organisée à Dakar en juin 2011. Tous les participants au projet s'étaient donné rendez-vous pour réfléchir à sa poursuite. Si les chefs d'Etat africains, dont le président sénégalais Abdoulaye Wade, qui soutient depuis toujours le programme, se montrent sensibles à la vision originale de M. Obasanjo, les bailleurs occidentaux — Union européenne, FEM, Banque mondiale et FAO — partagent l'idée qu'une telle conception est vouée à l'échec. Ils semblent se rapprocher des thèses de M. Garrity. Ils font également face à des problèmes logistiques, car trois organisations africaines en réclament la direction : l'Agence panafricaine pour la grande muraille verte, l'Union africaine et la Communauté des Etats sahélo-sahariens. (...)

**Mark Hertsgaard, *Le Monde diplomatique*, novembre 2011.**

## Document 7 – Impacts et bénéficiaires.



Les impacts multiples et divers se situent à tous les niveaux et ont une portée aussi bien locale, nationale qu'internationale. Ils bénéficient à plusieurs catégories d'acteurs locaux et nationaux et à la Communauté internationale. Ces impacts portent notamment sur :

- **la réduction de l'érosion et la restauration des sols dégradés** et des ressources forestières,
- **l'arrêt de la déforestation, l'accroissement du taux** de reforestation et la protection des forêts,
- **la restauration, la récupération et la protection** des équilibres éco-climatiques, de la diversité biologique et des écosystèmes dégradés, l'aménagement d'espaces agro-sylvo-pastoraux et l'instauration de meilleures pratiques dans les systèmes de gestion des terres (agroforesterie, pastoralisme, agriculture, infrastructures rurales;
- **la relance, le développement, la diversification et l'amélioration** notable et durable de la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux par le renforcement des infrastructures de soutien à la production et à la transformation;
- **la rationalisation de la transhumance** pour une coexistence pacifique dans les aires agro-sylvo-pastorales,
- **l'émergence de pôles** ruraux de production et de développement durable (PRPDD),
- **l'amélioration notable** de l'accès aux services socio-économiques de base et à l'alimentation,
- **l'éradication** de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition,
- **l'accélération des conditions d'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement**, par l'extension de la couverture sanitaire, du taux de scolarisation, de l'accès à l'eau potable, à l'alimentation et à un cadre adéquat de vie,
- **le développement et la diversification** des filières agricoles, pastorales, sylvicoles porteuses et la valorisation des produits forestiers à travers la capitalisation des bonnes pratiques et l'exploitation des résultats de la recherche et des savoirs locaux et traditionnels.
- **le développement et le renforcement** de la coopération SUD-SUD, SUD-NORD, de la mobilité scientifique par la Recherche & Développement et la formation dans les écoles, instituts, universités et centres de recherche avec la création de réseaux scientifiques thématiques et l'amélioration des plateaux techniques,
- **l'amélioration notable** des connaissances scientifiques sur les processus et interactions de la désertification, de la sécheresse, des changements climatiques et les technologies d'adaptation et de résilience, ainsi que la caractérisation des espèces végétales adaptées au stress hydrique et à l'aridité des sols,
- **la maîtrise des ressources en eau**, à travers la mise en place de bassins de rétention, de lacs artificiels et d'ouvrages hydrauliques,
- **la création d'emplois, le développement de l'entrepreneuriat et du micro-crédit** par l'organisation et l'amélioration des circuits commerciaux ainsi que la diversification des filières porteuses,
- **la couverture durable** des besoins en produits forestiers, en pharmacopée et en énergie domestique,
- **le renforcement de la sécurité** et de la paix dans l'espace saharo-sahélien et l'intégration socio-économique des peuples du Sahel,
- **la forte contribution à la réduction** des émissions de gaz à effet de serre (GES) par des pratiques et techniques durables d'occupation des terres et de génération de biomasse et forte capacité de séquestration du CO<sub>2</sub>.

Extrait du site institutionnel de l' « Initiative africaine – Grande Muraille verte », [grandemurailleverte.org](http://grandemurailleverte.org), 19 juin 2012.